

Dans les mille têtes du mouvement climatique

► Qui se cache derrière les manifestations pour le climat ?

► Mouvements citoyens et ONG sont parvenus à réunir des milliers de personnes autour d'une cause commune.

ENQUÊTE

Dimanche 2 décembre. En descendant de l'estrade dressée sur l'esplanade du Cinquantenaire, à Bruxelles, le président de la Coalition climat, Nicolas Van Nuffel, lève. « *Juste incroyable, s'essouffle-t-il. Personne n'aurait parié un kopeck là-dessus !* » La Belgique connaît ce jour-là la plus grande manifestation pour le climat qu'elle ait jamais vue : entre 65.000 et 95.000 personnes (selon des relevés de Proximus) ont défilé pour demander une politique climatique plus ambitieuse.

Pari plus que réussi pour l'alliance de la société civile institutionnalisée qui n'avait jusque-là jamais réussi qu'à attirer 15.000 personnes en rue. Par quel miracle ? La réponse se trouve sur le podium et en face de celui-ci. Au moment des discours, un jeune blond speedé s'empare du micro. Félicien Bogaerts, animateur radio, youtubeur, fondateur, avec deux potes, du Biaï vert, un petit groupe qui diffuse, via Facebook, des « *chroniques de vulgarisation* » sur les enjeux environnementaux. Quelques semaines auparavant, Bogaerts a réalisé, avec ses bouts de ficelle et un coup de pouce financier (1.000 euros) de Greenpeace, la vidéo « *J'peux pas, j'ai climat* ». Une punchline acérée, des stars belges (Angèle, Abdel en vrai, Mourade Zeguendi, Philippe Geluck, Charlotte, Typh Barrow, Henri PFR...), un slogan qui dépote : 1,9 million de vues...

« *On voulait désenclaver le thème de l'environnement, s'adresser à un public plus large, surtout les jeunes, avec les codes qu'ils connaissent*, détaille l'animateur qui affiche à peine deux décennies au compteur. *On a voulu donner une dimension plus populaire et médiatique à l'appel du 2 décembre. Rendre la manif cool.* » « *J'peux pas, j'ai climat* » décapsule la mobilisation populaire. « *Avant sa diffu-*

sion, nous comptions 500 personnes intéressées par jour. Après, on est passé à 3.000 », salue Van Nuffel.

Poisson-pilote des ONG vertes, Bogaerts ? S'il a gardé d'un père pêcheur, d'une mèreoureuse des chevaux et d'une enfance à Bousval (Brabant wallon), un attachement profond pour la nature, ce n'est pas un militant. Il fait partie des nombreuses personnes préoccupées de longue date par la thématique, exaspérées par l'inertie de la politique et du système économique, et ébranlées par les mauvaises nouvelles de 2018, qui ont décidé de s'impliquer davantage pour secouer le cocotier.

Costume d'ours polaire

Le 2 décembre, au Cinquantenaire, toutes les pousses du mouvement climat qui agite la Belgique depuis trois mois tapent des pieds devant le podium de la Coalition climat et de Climate Express, les deux organisateurs officiels de l'événement. Tous les autres « *usual suspects* » de la cause sont là. Mais plusieurs effets de levier,

dont la vidéo de Bogaerts, ont permis de recruter bien au-delà. Des « *primo-manifestants* » sont de la partie. Et des mouvements encore informels qui vont faire exploser la mobilisation.

Il y a notamment Gaetano Getsch, chanteur-éducateur, et Kim Lê Quang, professeur d'échecs dans des écoles bruxelloises et ancien militant d'ONG. Admirateur de longue date du chanteur, Kim le croise à un concert au début 2018 ; ils échangent leurs coordonnées. Gaetano avoue être « *tombé en dépression* » au printemps 2018 après avoir découvert le livre de deux des théoriciens de l'effondrement, Pablo Servigne et Raphaël Stevens. Ils se revoient. Devant un verre, les deux mélangent leur dépit et leur envie. « *On constatait que les manifestations ponctuelles ne menaient à rien, et que la mobilisation classique ne fonctionnait pas* », explique Getsch. S'inspirant de la « *Révolution des casseroles* »

qui força le gouvernement islandais à la démission après des mois d'actions régulières, le duo décide de planifier des rendez-vous récurrents à Bruxelles. Via

une connaissance impliquée dans un collectif d'associations environnementales, ils entrent en contact avec la Coalition climat et Greenpeace à la fin de l'été.

Occupées, depuis des mois, à préparer leur manifestation du 2 décembre, les ONG comprennent rapidement le parti à tirer de ces rassemblements. Faire monter la pression. La Coalition climat coorganisera le premier, puis laissera l'affaire suivre son cours. Chaque samedi, à partir du 9 septembre, ils sont ainsi un gros millier à se réunir sur l'esplanade du Parlement européen. Des « *organisés* », mais aussi des fans de Gaetano, des familles, des amis... Le rendez-vous sera mensuel. Le 6 octobre, la foule accueille une jeune Suédoise,

Greta Thunberg, que Greenpeace héberge à Bruxelles. Dans l'assistance, ce jour-là, Félicien Bogaerts qui conçoit l'idée de son clip. L'estrade qui sert aux discours est prêtée par Greenpeace.

Ainsi, « *Rise for Climate* » Belgique est né. Une dizaine de bénévoles font tourner les manifs qui servent de rampe de lancement au 2 décembre. Le 27 janvier, cet assemblage hétéroclite, réseau d'affinités et de convaincus, fera même marcher plus de 70.000 personnes à Bruxelles par un temps de chien. Un signal « *au moins aussi fort que le 2 décembre* », dit un patron d'ONG. Le soutien formel de la société civile organisée n'est pas acquis : la Coalition climat a préféré se (re-)tourner vers son ADN, le lobby politique. Mais les coups de main se multiplient. Et c'est surtout Greenpeace qui est en première ligne : prêt de matériel, stewards pour encadrer la manif, contacts avec les forces de l'ordre et les sociétés de transport public...

Greenpeace a la mobilisation dans le sang. « *Nous sommes le bras "off line" de la mobilisation* », traduit Juliette Boulet, la porte-parole de l'organisation. Aux uns, on offre une salle pour se réunir, aux autres, un espace et de la peinture pour les bannières, on prête un célèbre costume d'ours polaire... « *Mais on répond aux demandes, on ne suscite rien*, précise-t-elle. *Nous voulons être transparents, ouverts à tous et aider ceux qui en*

ont besoin. » Cela correspond à la nouvelle philosophie de l'ONG qui ne veut plus être une avant-garde (au risque de perdre le peloton) mais davantage offrir son expertise et sa logistique à ceux qui veulent faire bouger les lignes. Comme la Coalition climat, qui dispose d'experts pointus, Greenpeace sera à la relecture du message de Félicien Bogaerts. Mais si elle

accepte les coups de main, Rise for Climate veut garder une distance : « *Nos manifs sont des rassemblements de citoyens soutenus par les ONG. Ce n'est qu'ainsi que les gens s'y reconnaîtront. On veut être le plus rassembleur possible* », souligne Gaetano Getsch.

Les désobéissants sont là !

Revenons sur le pavé bruxellois, ce 2 décembre. Face aux orateurs qui chatouillent la foule se trouvent également des activistes un peu différents. Ces habitués venant d'horizons divers sont altermondialistes, anticapitalistes, anti-TTIP, militants pour une finance « *propre* », pour la fin des énergies fossiles, contre le nucléaire, opposants à la méga prison de Haren (Bruxelles)... Ce sont les héritiers des militants qui ont participé aux « *climate games* », 214 actions de désobéissance civile organisées un peu partout dans le monde en marge du Sommet climat de Paris, en décembre 2015.

Dans ce fourre-tout, on retrouve des gens qui n'ont « *pas renié les canaux habituels de mobilisation et les manifestations, mais ont décidé d'étendre l'action hors des cadres habituels en pratiquant la désobéissance civile* », dit l'un d'eux. Activistes désobéissants la nuit, ils sont, de jour, membres de Greenpeace, du Centre national de coopération au développement (CNCD), du réseau Ades, du collectif Roosevelt, de Fian, de la plateforme de soutien aux réfugiés, des Indignés, de la campagne Tam-Tam... Ce sont eux qui ont organisé une « *casserolade* » devant le Parlement fédéral, puis commis dans les jardins de l'institution une manif bon enfant, le 28 novembre. Leur bannière – Act for Climate Justice – n'est pas une organisation en soi. C'est un « *label* »

sous lequel un petit groupe très organisé mais aux contours fluides lance des « appels à action » auxquels se raccrochent d'autres mouvements décentralisés.

Alors que la Coalition climat s'inscrit dans le système actuel (tout en voulant le faire évoluer), jusqu'à flirter avec des patrons d'entreprises dans la campagne « Sign for my future ». Act for Climate Justice réclame un changement de système. Radicalement à gauche, bouillonnement de sans-parti mais aussi de sympathisants et membres d'Ecolo, du PTB et de trotskistes, le mouvement est indépendant des partis, insistent ses membres. « *Il n'est pas infiltré, assure un extérieur, même s'il y a eu des tentatives.* » Le mouvement, dit un adepte, « *est une hybridation d'ONG classiques et de mouvements plus "grass roots" qui veulent une action plus radicale, mais cherchent aussi à réunir une masse critique.* »

Le 27 janvier, deux événements convergent donc : la marche de Rise for Climate et une nouvelle action de désobéissance civile d'Act for Climate Justice : « Pas de loi climat, pas de rue de la Loi. » Prévue plus tôt, cette dernière a dû être déprogrammée pour éviter une collision avec une manif d'extrême droite. Elle coïncidera finalement avec la manif de masse. A l'appel d'Act for Climate Justice, plusieurs milliers de personnes bloquent le carrefour de la rue de la Loi. Bogaerts et Boulet prennent la parole sur le podium. Greenpeace fournira une nouvelle fois ses stewards, ses techniciens et son expertise des manif ; elle aurait payé des groupes de musiciens qui chaufferont l'ambiance, mais ce n'est pas confirmé en interne. Le podium où seront prononcés les discours finaux de la manif, notamment ceux de Gaetano Getsch et de l'économiste français Pierre Larroustourou, en plein road show pour promouvoir son pacte finance-climat, est prêté par... la commune d'Ixelles, dont le bourgmestre fraîchement élu est Ecolo.

Le 30 janvier, une dizaine d'activistes d'Act for Climate imaginent le surcollage, avec 2.000 affiches, de panneaux publicitaires lumineux dans sept villes du pays. En un clin d'œil, 250 personnes seront recrutées pour l'action antipub. Le groupe lance également « *Wake up your ministers* », le bombardement d'e-mails et de SMS sur les GSM des quatre ministres belges du Climat. A ses sympa-

thisans, il propose des formations à la désobéissance civile. « *On n'arrive pas à suivre* », explique un des membres du collectif. Le financement ? Bénévolat et « cagnotte ». Devant le succès, on imagine une structuration. La première « *assemblée populaire pour la justice climatique* » a attiré 150 personnes.

La plateforme côtoie aussi un autre mouvement récent, « Extinction Rebellion », émanation d'un groupe britannique hyperactif affichant une désobéissance civile spectaculaire. « ER » essaime dans le monde. En Belgique, il aurait recruté une septantaine de personnes. Beaucoup, mais pas toutes, sont des expatriés européens, offrant le spectacle parfois cocasse de militants radicaux vraiment très propres sur eux...

Le milieu radical est aussi bruyant en action qu'il est discret sur lui-même. Peu de noms, peu de précisions sur l'origine exacte de celui ou celle qui parle. On cultive le secret et la méfiance à l'égard des institutions, dont les médias traditionnels que l'on connaît peu mais que l'on accuse volontiers de « *ne pas dire la vérité* ». Conçue dans un entre-soi, l'expression radicale s'accompagne parfois d'un zeste d'arrogance. Sur Facebook, on s'écharpe entre « fundis » et « réformistes ». Parfois à coup de fausses informations que même les experts du dossier climat ont du mal à recadrer. « *Clair, dit l'un d'eux : les groupes et partis d'extrême gauche sont arrivés tardivement dans le mouvement. Maintenant, ils font le forcing pour s'imposer dans les conversations. Certains sont très durs, il est difficile de parler avec eux. Même devant des erreurs factuelles, leur réponse est imparable : "tu ne peux pas comprendre, moi je veux changer le système".* »

Quand les jeunes s'en mêlent...

Fluide, la galaxie Youth for Climate l'est encore davantage. Né de l'appel de la jeune Suédoise Greta Thunberg et de l'indignation de deux jeunes Flamandes, Anuna De Wever et Kyra Gantois, le mouvement part comme un feu de brousse, lui aussi boosté par une vidéo postée le 28 décembre par Anuna sur Facebook. En quatre rendez-vous, la mobilisation passe de 3.000 à 35.000 élèves. Après la deuxième édition, De Wever cherche un relais du côté francophone. Ce sera Adelaïde

Charlier dont elle connaît les parents. La rhétoricienne namuroise est déjà engagée sur les questions environnementales – bon sang ne saurait mentir, son père est membre d'Ecolo depuis 1999. Le moteur de Youth for Climate tourne autour d'une dizaine d'adolescents issus de la classe moyenne supérieure, surinformés, engagés, politisés au sens non partisan du terme. Autant le mouvement est centralisé en Flandre autour de la figure d'Anuna, autant il est composé d'une myriade de petits groupes nés dans les écoles du côté francophone.

Rapidement soupçonnés d'être manipulés par des ONG ou des partis, les jeunes prennent leurs distances. « *Nous n'avons pas de réunion avec des associations, nous ne travaillons qu'entre jeunes, nous écrivons nos discours, nous organisons nos marches*, tranche Adelaïde Charlier. *Nous ne donnons pas de consignes de vote.* » Début janvier, la location d'un matériel de sonorisation et d'un petit véhicule est couverte par un crowdfunding lancé par Anuna qui ramènera un petit millier d'euros.

Occupés à entretenir la flamme de leurs jeudis, les jeunes préparent aussi la « grève mondiale sur le climat » du 15 mars. C'est la Bruxelloise Louise Vanden Abeele qui est à la manœuvre. Bilingue, elle fait le pont entre Flamands et francophones. Le 7 février dernier, le CNCND héberge une rencontre des jeunes avec les syndicats et une trentaine d'associations. L'une imprimera des flyers, un syndicat prêtera un camion sonno, une troisième organisation un haut-parleur... Youth for Climate n'est pas seul en scène. Un tas d'autres petits groupes de jeunes sont de la partie avec lesquels les antennes locales du CNCND et de Greenpeace établissent les contacts pour faciliter la coordination. Bricolage : « *On va vers ceux qui prennent la parole. On leur demande leur numéro de GSM et s'ils veulent se parler avec d'autres groupes* », dit un chargé de mobilisation.

Dans la foulée de Youth for Climate, fin janvier, on voit apparaître Génération climat, partie d'une poignée d'amis, étudiants du secondaire et du supérieur à Bruxelles et dans le Brabant wallon, autour de Piero Amand, un rhétoricien fraîchement élu conseiller communal Ecolo dans le Brabant wallon. Ceux-là vont « *beaucoup plus loin* » dans leurs revendications

et leur donnent des accents plus politiques. Puis, ce sera au tour de Students for Climate, mouvement né à l'initiative des frères Bakou et Yuni Mertens, étudiants à Gand. Bakou est lui-même un ancien membre de Climate Express et de Greenpeace. Apartisan, le mouvement, qui a déjà un « *comité local* » dans 18 universités et hautes écoles, veille à ce que ses responsables ne soient affiliés à aucun parti politique. « *Certains dans le mouvement, sont impliqués politiquement dans Ecolo, le Comac ou la gauche*, dit Ethan Libert, un des piliers à l'ULB. *D'autres ne sont pas du tout affiliés. Nous sommes sans couleur politique mais nous avons des revendications politiques.* » Ces mouvements de jeunes du supérieur qui veulent « *politiser le mouvement climatique* », comme dit Mertens, manifestent avec les jeunes et tiennent des assemblées générales où ils espèrent « *des centaines voire des milliers de personnes* ». « *Ceux-là, prédit un observateur, peuvent devenir le relais de Youth for Climate.* »

La récupération politique ? « *L'évolution du mouvement le montre, il n'y a pas de complot, dit un observateur en contact régulier avec les jeunes. C'est tellement horizontal. Ça part dans tous les sens. Personne n'arrive à rien comprendre. Il est clair que, pour le PTB, ces jeunes révoltés représentent une manne électorale. Les Red Fox (jeunesse PTB, NDLR) sont évidemment présents à chaque manif.* » C'est aussi le cas d'Ecolo J. Mais dans le mouvement climatique aux mille têtes, la méfiance à l'égard du système atteint tous les partis sans exceptions.

La complexité du mouvement est telle que les acteurs eux-mêmes ressentent l'importance de se parler. D'autant plus que le lancement de la campagne Sign for my future divise : les radicaux dénoncent un greenwashing au service des grandes entreprises. Des médiateurs réunissent une grande assemblée, fin janvier, pour organiser le dialogue. Nécessaire : les prochaines mobilisations approchent. Ce mardi, les rebelles feront à nouveau parler d'eux à Bruxelles. Le 15 mars, une grève pour le climat à laquelle tous les acteurs de la galaxie seront associés. Et le 31 mars, une nouvelle manifestation coorganisée par Rise for Climate et la Coalition climat. Entre-temps, les manif des jeunes se poursuivent. On n'a pas fini de défiler... ■